

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

CMFAC : le gros gâchis africain !

CENTRE multinational de formation en aviation civile (CMFAC). C'était le nom de cette prestigieuse école sous-régionale. Elle était située à Mvengue, à proximité de l'aéroport. Si elle fut le fleuron de la sous-région, ses ruines retentissent aussi fort que sa réputation. Elle n'aura duré que le temps d'un battement de cils avant de sombrer dans une mort dont il est difficile de distinguer les restes. Poussant l'observateur averti à se demander si l'Afrique a un problème de gestion de prestigieuses infrastructures communes.

Line R. ALOMO
Mvengue/Gabon

Il n'est pas encore 7 heures ce mardi matin lorsque, accompagnées de personnes de bonne volonté, les équipes de l'Union entreprennent de se rendre sur le site de ce qui reste de l'ancien Centre multinational de formation en aviation civile (CMFAC).

À proximité de l'aéroport de Mvengue, le véhicule, loué, pénètre sur ce qui s'apparente à un reste de route avec quelques croûtes de bitume qui semblent rappeler qu'il a existé ici une route bien faite. À la place, c'est dorénavant une avenue lacustre. Au fur et à mesure que l'on s'enfonce dans cette forêt (re) devenue, on se demande à quoi ressemble le spectacle plus loin.

Après une dizaine de mètres, une entrée qui a gardé quelques traces de goudron. On devine, dépassant herbes et arbustes, des bâtiments d'un rose défraîchi qui ont depuis longtemps perdu leur toiture. "C'est ici qu'était la réception et l'administration de l'école. Là, c'était le restaurant", pointe du doigt notre guide de circonstance. En regardant au loin, l'on aperçoit un énorme squelette d'immeuble en étage.

"Là-bas, c'était les dortoirs des étudiants. Il y avait même un complexe sportif." Herbe et arbustes se partagent désormais ces "monuments". La peur de faire une rencontre inattendue dans cette nature qui a repris son droit de cité dissuade notre témérité à aller voir plus loin. Retour sur notre avenue lacustre et poursuite de l'exploration de ces ruines. Sur la

gauche, encore des bâtiments ayant perdu eux aussi leurs toitures et noyés dans la brousse. "Ils abritaient les logements des enseignants", balaie de la main notre guide. Nous empruntons une ruelle utilisée par l'Agence pour la sécurité de la naviga-

Toujours est-il qu'au CMFAC, la mort est partout perceptible. Une mort qui semble avoir oublié de léguer à l'histoire ne fût-ce que de dignes vestiges pour que les générations actuelles puissent rêver de ce qu'elles ont raté.

aviens en ruine servaient à l'enseignement pratique des étudiants". Une information confirmée par un ancien étudiant en maintenance aéronautique du CMFAC. JJOP, désormais haut cadre dans son secteur d'activité, est arrivé à Franceville en 1987. Il en sortira en 1990 avec un Brevet de technicien supérieur (BTS). Il se souvient que tous les étu-

dants étaient logés, nourris blanchis... gracieusement. "On pouvait même recevoir nos amis au restaurant, sans rien payer."

Ils accédaient à l'école via un concours très sélectif organisé par le secrétariat général de l'aviation civile, qui ne retenait que les meilleurs candidats. Sur une cohorte de 350 appelés, il fait partie des 5 qui avaient réussi, durant cette année 1987, à franchir avec brio toutes les étapes du prestigieux concours. De JJOP, l'on apprend que le CMFAC a bénéficié de partenariats suisses (partenaire de base), de l'IFR (Règles de vol aux instruments), de celui de l'Organisation de l'aviation civile internationale (Oaci) qui avait même mis à disposition 3 avions monomoteur neufs et même des Tobago TB10, pour la formation des pilotes.

Pour les maintenanciers, le gros avion de tout à l'heure, une caravelle, servait pour les cas pratiques. L'école, à vocation africaine, avait des enseignants et surtout des étudiants de diverses nationalités. Le directeur général était ainsi un Malien. Les finances, pour maintenir l'école à flot, devaient donc provenir des contributions des États, qui avaient consenti à la création de l'école.

Mais très vite, pense notre interlocuteur, les États ont renoncé à leurs obligations. Pourquoi? Nul ne sait! Conséquences, des années plus tard: des restes d'édifices enfouis dans la forêt. Seul un gros hangar ayant servi, deux années durant, comme laboratoire de médicaments pour une société chinoise, est épargné



Photo: L.R.A.

Ce qui reste des bâtiments à usage de dortoir pour les étudiants dans

par la forêt. Le reste des bâtisses a la même configuration: nus sans tête ou toit, c'est selon. Comme s'ils avaient été désossés ou pillés faute de ressources ou forces pour tout soulever. Ce constat est confirmé par notre guide: "Les gens passaient avec des paquets devant nos yeux au village. On les regardait faire. Ils disaient aux curieux qui demandaient la destination de ce tout qu'ils emportaient qu'ils allaient stocker en lieu sûr. Vous savez, si on avait mis les villageois à contribution pour garder ces infrastructures, peut-être qu'il y aurait encore des choses à voir aujourd'hui", pense le guide. Sauf que ce ne fut pas le cas. Toujours est-il qu'au CMFAC, la mort est partout perceptible. Une mort qui

semble avoir oublié de léguer à l'histoire ne fût-ce que de dignes vestiges pour que les générations actuelles puissent rêver de ce qu'elles ont raté. Que s'est-il passé ici? Pourquoi un si gros projet a-t-il été abandonné? Pour les riverains, la mauvaise gestion africaine est pointée du doigt. Les autres États, engagés dans le projet, ont abandonné au Gabon la gestion de toute l'infrastructure. Et ont cessé de cotiser, estiment-ils.

Essoufflé, notre pays n'a pas tenu. "Pourtant, nous étions contents d'avoir une si grande école dans notre village. Des jeunes de la contrée rêvaient de l'intégrer. Le chômage avait là une solution, tant nombre de jeunes avaient été embauchés."

magazine.union@sonapresse.com



Déclin du CMFAC : mise en commun et gratuité en cause ?



Le hangar qui a un temps abrité un laboratoire pharmaceutique chinois.

L.R.A.
M'vengue/Gabon

L'AFRIQUE a-t-elle un problème de gestion de ses infrastructures communes ? La question n'est pas mal venue si l'on jette un coup d'œil du côté de l'Institut africain d'informatique (IAI), qui se débat pour garder la tête hors de l'eau. Car, si le CMFAC est mort, c'est en premier, pensent de nombreux observateurs et anciens étudiants rencontrés, parce que cette école était un projet commun. Elle survit, on ne sait par quel miracle, comme si l'on n'avait pas tiré des leçons du passé. Comme si

l'Afrique avait un problème avec ce genre de gestion des établissements. Même si certains autres observateurs avisés parlent plutôt de la situation financière générale des États africains dont le corollaire serait une mauvaise vision des priorités. Pour l'ancien étudiant JJOP, la mise en commun semble une réelle épine au pied des pays africains. Mais, surtout, la gratuité tous azimuts n'aura pas été la bonne idée pour la survie d'une école d'une telle envergure. "Que les méritants y accèdent ainsi pour rétablir les équilibres sociaux, oui. Mais l'on aurait pu ouvrir les apprentissages aux étudiants

qui avaient les moyens de se les payer, pour apporter de l'argent frais dans les caisses de l'école. Et surtout organiser des séances de remise à niveau ou stages professionnels payants, qui auraient aussi été une autre source de revenus", regrette-t-il. L'école cadeau oui, mais avec quelques limites ! Quoi qu'il en soit, quoi qu'on dise, quelles que soient les hypothèses, elles sonnent toutes comme ce médecin qui daigne arriver longtemps après la mort du patient. Mais il fallait à l'histoire repartir interroger ce genre de projet pour comprendre pourquoi tant de gâchis...

ce qui fut une prestigieuse école.

Cinq années, puis plus rien !

L.R.A.
M'vengue/Gabon

DIFFICILE de mettre la main sur les archives du Centre multinational de formation en aviation civile (CMFAC). La toile est vide ou presque. Les étudiants qui ont accepté de nous recevoir conditionnent leur participation au projet par le respect de leur anonymat. Il en va de même des guides et de tous les autres témoins de cette histoire. Ainsi, JHT, par exemple, était cuisinière au CMFAC. Elle se rappelle que tout a commencé le 3 novembre 1985. "C'était le début des activités du centre. Nous avons reçu, à cette date,

14 étudiants. Moi, je travaillais à la cuisine. Ils logeaient sur site, 1 bâtiment subdivisé en 2 compartiments recevait déjà des étudiants. Le centre avait une capacité d'accueil de plus de 100 étudiants. Peu après, d'autres étudiants venant du Congo, du Mali, du Cameroun, du Tchad, du Cap-Vert et surtout du Gabon vont s'ajouter. J'avais un boulot et je faisais des envieux. Et un bon matin, plus rien !" Des emplois mort-nés. Et des souvenirs difficiles à retracer. Sur la toile, fort heureusement, nous retrouvons la trace d'une loi, celle N° 1981/37 du 2 juillet 1981 autorisant le président de la République sénégalaise à ratifier la convention portant création

du CMFAC signée à Libreville, le 26 octobre 1978. L'on y apprend alors que le CMFAC participera à la formation permanente et au perfectionnement du personnel de l'aviation civile. " Le CMFAC constitue, pour les États africains, un instrument privilégié de recherche et de documentation dans les domaines de l'aéronautique. Il pourrait fournir assistance aux États africains, qui en feraient la demande, l'assistance technique nécessaire, sous forme de missions, consultations et d'études", peut-on lire sur ce précieux document. Le projet était noble. Les volontés étatiques pour le porter n'ont, hélas, pas suivi. En 1990, le



Photo: L.R.A.

CMFAC ferme ses portes, faute de moyens pour mener à bien ses missions. Ses restes ne peuvent même pas abriter un musée pour

refaire son histoire. Il aura vécu seulement durant 5 années ! le temps d'un battement de cils. Puis plus rien !